

4 % des moutons et 46 % des plantes oléagineuses — pour prendre les trois catégories les plus mauvaises — fixées comme quotes-parts aux paysans furent effectivement livrées. D'autre part, les gouvernements des « Laender » favorisés du point de vue agricole — le Schlesvig-Holstein, la Bavière et la Basse-Saxe — s'efforcent de limiter à l'extrême la quantité de produits alimentaires qui quittent leur province, accentuant ainsi la détresse des provinces industrialisées, avant tout de la Ruhr. C'est ainsi que l'« Economist » du 24 janvier 1948 dénonce le fait que les gouvernements de ces trois provinces s'étaient dépêchés de distribuer 50 % de la récolte de pommes de terre de leur province avant que les autorités « bizonales » aient fixé les quotes-parts entre les « Laender » pour assurer une distribution équitable. C'est dans ce sens qu'une « révolte de la ville contre la campagne », telle qu'on la connaît re-

### La production industrielle et la question de la « discipline de travail »

Nous l'avons déjà dit : c'est cette perte relative de substance humaine, résultant de l'épuisement de la force de travail, qui explique le paradoxe qu'avec une population plus grande qu'en 1938 la production industrielle globale n'atteint que 40 % de celle d'avant guerre et qu'il existe pour beaucoup de branches une pénurie aiguë de main-d'œuvre. Aussi bien les puissances d'occupation occidentales que les forces d'occupation russes ont-elles essayé de remédier à cette diminution dangereuse du rendement individuel en utilisant différentes méthodes classiques que le capitalisme connaît pour intensifier l'exploitation de la force de travail.

En zone d'occupation russe, l'absentéisme, le gaspillage des matières premières, la diminution de l'effort, la négligence la plus grande envers les instruments de travail s'étaient rapidement répandus parmi les ouvriers, non seulement par suite de l'alimentation en tout point défectueuse et de l'aggravation de leur état de santé, mais également par suite des mesures de démantèlement successives et de la conscience qu'avait la main-d'œuvre que la presque totalité de la production partait pour la Russie (24). Aussi les autorités d'occupation commencèrent-elles à fixer des « normes » de production aux usines, en assurant soigneusement aux ouvriers que tout excédant au-dessus de cette « norme » allait être maintenu exclusivement pour la consommation intérieure allemande. Cela ne semblait cependant pas suffire à arrêter la baisse rapide du rendement et la désagrégation rapide de ce que la presse stalinienne appelle « la discipline du travail » (c'est-à-dire avant tout : le développement rapide de l'absentéisme)

ce ment en Bavière avec la grève générale, devient compréhensible.

L'ensemble de ces conditions explique le niveau de famine auquel sont réduites les couches laborieuses de la population. Si la ration officielle est fixée à 1.550 calories par jour, aussi bien durant les mois de mars et d'avril qu'au mois de décembre, la ration effectivement distribuée oscillait entre 750 et 1.000 calories par jour dans les grands centres industriels de la Ruhr et à Hambourg. Voilà la force irrésistible qui pousse l'ouvrier à abandonner son travail, autant que possible, pour se procurer une source supplémentaire de nourriture. Voilà ce qui est à la base du développement monstrueux de la prostitution, des maladies infectieuses, de la hausse de la mortalité infantile. A un tel niveau d'alimentation, la population laborieuse allemande ne peut que se transformer progressivement en une masse de « lumpen » affamés.

La Sächsische Zeitung stalinienne du 9 octobre notait que « les ouvriers et employés mettent presque leur point d'honneur à se tourner les pouces et à simuler (!) la maladie mieux que les autres ». Aussi, une série de mesures renforcent-elles à la fois la discipline du travail et essayent-elles d'amadouer les ouvriers :

a) L'ordre 128 de l'administration militaire en Thuringe, signé du général de division Kotesnitchenko, « déclare particulièrement inadmissible que les directeurs n'assument que des fonctions techniques, ne comportant pas de responsabilités, tandis que les conseils d'entreprise qui n'ont pas la moindre responsabilité (!) dans la gestion de l'entreprise, dirigent tout. Aussi, le général de division exige que le directeur « soit affranchi (!) de l'immixtion du conseil d'entreprise ». (« Weser Kurier » de Brême, 16 septembre 1947). Cet ordre va à l'encontre de toute la campagne stalinienne exigeant l'introduction de la gestion commune ;

(24) Particulièrement révoltantes aux yeux de la population laborieuse allemande étaient les mesures de démantèlement de cet été, appelées par le peuple « démantèlement de la dernière misère ». Il s'agit là du démantèlement des masses de ferrailles considérées par les techniciens comme le dernier espoir d'une reconstruction, même limitée, de l'appareil de production, étant donné l'absence presque totale d'approvisionnement en acier ou fonte. Ces démontages ne se sont pas seulement exécutés dans les ruines qui couvrent Berlin, mais même dans les usines encore en fonction. Ainsi tout un travail patient de reconstruction grâce à l'emploi de moyens de fortune, exécuté par des ouvriers et techniciens allemands, depuis deux ans, afin de remettre en marche une série de grandes usines, a été d'un seul coup annihilé.

b) L'introduction d'une série de mesures tendant à limiter — ou à abolir — le droit des médecins allemands d'accorder des certificats de maladie aux ouvriers ;

c) Le fameux « ordre n° 234 » du maréchal Sokolovsky introduisant le principe : « A travail égal, salaire égal » pour les femmes, limitant la journée de travail pour les jeunes (à 42 heures jusqu'à 16 ans et à 45 heures jusqu'à 18 ans), ordonnant l'installation de polycliniques et de services médicaux auprès des grandes entreprises et introduisant le travail aux pièces comme base de rémunération dans l'industrie. (10 octobre 1947).

Il ne semble pas que cette mesure ait eu des résultats comportant une augmentation sensible de la production industrielle dans la zone russe. Outre la question de la discipline du travail, la production souffre des démantèlements continuels, du manque d'électricité, des difficultés de transport et d'un approvisionnement insuffisant en acier. Son niveau est estimé à 50 % environ de la production de 1938 ; les chiffres réels seront sans doute plus bas encore. Etant donné que Molotov lui-même fixait la production de sa zone à 70 % du niveau de 1938 il y a un an, une diminution sensible semble indéniable pour l'année 1947.

En ce qui concerne enfin les zones d'occupation occidentales, l'ensemble de la production industrielle dépend en premier lieu de l'approvisionnement en charbon. Les impérialistes anglo-américains se sont efforcés d'augmenter dans la mesure du possible la production charbonnière de la Ruhr, élément-clé également pour la réalisation du plan Marshall. Reprenant un système introduit déjà par les impérialistes français dans leur zone d'occupation, ils ont entrepris une vaste campagne de corruption des mineurs en leur accordant de petits avantages alimentaires : distribution de primes d'assiduité (où l'alcool joue un rôle de premier plan), puis distribution de colis de nourriture du type « aré » aux puits dépassant un niveau déterminé de production.

Ce système a apporté quelques résultats. La production qui oscillait autour de 225.000 tonnes par jour au printemps a atteint en automne le record de 280.000 tonnes (augmentation de 25 %). Mais le début de la crise alimentaire de décembre l'a immédiatement diminuée à 225.000 tonnes par jour, et cette petite diminution risque de provoquer de nouveau une pénurie de charbon, même pour le niveau extrêmement bas auquel se trouvent les autres industries. La production d'acier se trouve à 35 % du niveau fixé par les accords anglo-américains (20 % seulement cependant par rapport à la production de 1939). L'industrie textile se trouve à un niveau égal à 33 % de la production de 1936. La moyenne de l'activité industrielle pour la zone britannique était en octobre

dernier de 39 % de la moyenne de 1936, en zone américaine de 49 %. La production totale de « Bizonia » pour 1947 ne doit guère dépasser 40 % de la production de 1947.

Il est curieux de constater l'enchevêtrement des causes qui freinent une augmentation de la production charbonnière et qui indiquent la puissance des forces de désagrégation en jeu dans l'économie allemande. Les mines ne reçoivent pas suffisamment de produits métallurgiques nécessaires à la modernisation et aux réparations de leurs installations défectueuses et usées. La métallurgie à son tour ne peut pas produire davantage, faute de charbon, de minerai de fer (on importe des vivres à la place du minerai suédois) et de main-d'œuvre. L'industrie est prête à accueillir des milliers d'ouvriers, mais il n'y a pas de logements pour eux dans les villes dévastées, où les travaux de déblayage sont à peine entamés. La main-d'œuvre dans les mines augmente lentement, grâce aux avantages alimentaires. Mais souvent il s'agit d'un transfert d'ouvriers métallurgistes, ce qui freine encore plus la production dans ce secteur et accentue la pénurie d'acier pour l'industrie charbonnière. Dès que la production charbonnière augmente légèrement, une crise de transport s'ouvre. L'épuisement du parc de wagons de chemins de fer est tel que 60.000 d'entre eux ont été perdus en une année de temps, par suite du surmenage. Ainsi des stocks de charbon s'amoncellent auprès des puits alors que, quelques dizaines de kilomètres plus loin, des usines d'acier arrêtent leur production faute de carburant.

Ajoutons qu'au milieu de ce marasme les impérialistes anglo-américains veillent soigneusement à ce que la « reprise industrielle » qui est promise pour l'an prochain ne comporte pas un élément de concurrence pour les exportations anglo-saxonnes. « Ce n'est pas un secret que certaines industries allemandes ne pourront pas exporter afin de ne pas faire de concurrence à leurs rivaux en Grande-Bretagne et ailleurs », écrit le Manchester Guardian du 6 mai 1947. Et le même journal écrit le 18 décembre 1947 : « Le contrôle des prix, exercé par le Joint Export Import Agencies (J.E.I.A., office des exportations-importations) semble l'être dans le but de protéger l'industriel britannique ou étranger ». Ce journal cite l'exemple des bicyclettes, exportées par la Grande-Bretagne pour 6 à 10 livres sterling, alors que la J.E.I.A. a fixé le prix d'exportation des bicyclettes allemandes à 7 livres, malgré leur qualité inférieure.

Et aussi longtemps que dureront le démembrement et la division du pays, et sa soumission aux intérêts des puissances d'occupation, toute « reprise » restera dans ces limites étroites, que les occupants voudraient eux-mêmes élargir, mais qu'ils se constamment forcés de rétrécir.